

**2050, La revue de la Fondation pour l'Innovation politique,  
Puf, n° 10, novembre 2008 (autorisation mise en ligne, octobre 2010)**

**La gauche radicale,  
les « anti », les « contre » et les « sans » (pp. 29-38)  
Yolène Dilas-Rocherieux**

Depuis les années 1980, les grands partis des économies avancées – conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates et socialistes – gouvernent alternativement, sans réussir à s'accorder pour répondre aux nouveaux défis que constituent la crise économique, la pénurie de matières premières, les catastrophes écologiques, les violences ethniques et religieuses, le déséquilibre démographique. Résultat : le sentiment généralisé de l'impuissance des politiques, qui est renforcé par les coups portés à la modernité et à ses valeurs fondatrices – démocratie représentative, progrès, rationalité, autonomie individuelle – par des intellectuels séduits par les actions « anti-pouvoir » des divers réseaux alternatifs dans lesquels ils projettent leurs fantasmes utopiques d'une société mondiale égalitaire globalement réconciliée.

Pour autant, la dévalorisation des partis réformistes, comme des syndicats qui leur sont historiquement liés, ne profite pas obligatoirement aux partis d'extrême gauche<sup>1</sup>. En effet, pour maintenir leur légitimité révolutionnaire, ceux-ci doivent réagir à la perte de crédibilité du projet communiste depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, l'implosion de l'URSS, en 1991 et à la concurrence des multiples associations et mouvances porteuses d'une ligne idéologique ultra-simplifiée, résumée en une phrase : être avec les « contre » et les « sans ». Certes, ces causes n'ont souvent rien de commun entre elles – pauvreté, précarité, chômage, homosexualité, féminisme, écologie, humanitaire, paix, sans-papiers, sans-logis, sida, etc. –, mais ces groupes éclatés n'en forment pas moins une communauté émotionnelle avec laquelle les extrêmes doivent composer, tout en préservant leurs identités doctrinales et militantes respectives.

Aussi, sur ce terrain, diverses stratégies sont avancées. Certains se sont repliés sur l'orthodoxie et la culture de parti, à l'instar des militants français de Lutte ouvrière (LO), qui vient d'exclure sa fraction L'Étincelle, accusée de tentative de rapprochement avec Olivier Besancenot. D'autres ont privilégié l'entrisme dans la mouvance altermondialiste pour en obtenir le pilotage au niveau mondial, comme ce fut le cas, entre 2002 et 2004, des trotskistes français de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), des adhérents anglais du Socialist Workers Party (SWP) et des Italiens affiliés à Rifondazione Comunista (PRC) – le Parti communiste italien maintenu. Leur but était la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, la cinquième<sup>2</sup>. L'alliance électorale entre frères, hier ennemis, fait aussi

---

<sup>1</sup> En revanche, cette dévalorisation peut servir la droite populiste, comme en Autriche, où les deux partis d'extrême droite ont rassemblé 29 % des voix aux élections législatives de septembre 2008.

<sup>2</sup> Voir Y. Dilas-Rocherieux, « Communisme et néo-communisme à l'heure de la mondialisation », in S. Courtois (dir.), *Communisme en France. De la révolution documentaire au renouveau historiographique*, Paris, Cujas, coll. « Travaux du centre de recherches-Institut catholique d'études supérieures », 2007,

partie de la palette radicale, avec des perspectives et des résultats inégaux : un échec – 3,2 % des voix – pour la coalition arc-en-ciel qui a regroupé, en Italie, les deux partis communistes (CPRC et PDIC), les Verts (Federazione dei Verdi) et la Gauche démocrate (SD), lors des élections législatives italiennes d'avril 2008, face au Partito Democratico (PD), mené par Walter Veltroni. Une bonne partie de la gauche radicale en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal ou au Danemark se retrouve dans la même situation. En revanche, l'avancée est positive pour le parti allemand Die Linke (La Gauche), qui regroupe les adhérents du Partei des Demokratischen Sozialismus (PDS) – lequel a succédé à l'Est au parti communiste après 1989 –, des dissidents syndicalistes du Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD) de l'Ouest, des pacifistes déçus par les Verts (Die Grünen), quelques survivants de groupuscules gauchistes et des membres du Deutsche Kommunistische Partei (DKP) ouest-allemand. Die Linke a des représentants dans les assemblées de dix des seize *Länder* et se voit accorder autour de 10 % d'intentions de vote aux prochaines élections locales, principalement dans les régions de l'Est, à Berlin, avec des ouvertures à l'Ouest<sup>3</sup>.

Une autre stratégie pour rompre avec le néolibéralisme et le social-libéralisme est celle des dirigeants français de la LCR qui ont choisi la fusion des contraires. Pour lancer le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) – programmé pour janvier 2009 –, Olivier Besancenot réactualise la « révolution permanente », formulée par Karl Marx et théorisée par Léon Trotski, qui consiste à s'adapter aux revers idéologiques, à coller aux événements et aux forces de contestation, l'essentiel étant, selon le porte-parole de la LCR, « de regrouper ceux qui pensent qu'il faut mettre à bas cette société et en construire une nouvelle ». Pour réussir dans cette voie, il lui faut convaincre les « anciens » de lâcher du lest quant à la doctrine – laissant sur ce point le champ libre aux intellectuels –, d'assouplir la discipline hiérarchique de parti pour s'ouvrir à des modes d'action et de pensée plus larges, voire libertaires, de porter des revendications auparavant jugées petites-bourgeoises, sans perdre de vue la visée utopique, la société communiste.

La LCR n'est pas la seule à choisir cette direction. Certains l'ont précédée dans cette voie alors que d'autres s'approprient à l'y suivre, décidés à mener ce qu'ils nomment « la nouvelle lutte de classe du XXI<sup>e</sup> siècle ». C'est pourquoi trois grandes questions alimentent leurs débats. La première vise la forme « parti ouvrier » de l'organisation avec la prise en compte de la montée des luttes en « réseau » et des tendances au multi-positionnement de ses acteurs. La deuxième concerne les moyens du changement radical et implique la nécessité de redéfinir le terme *révolution*, son contexte et ses moyens, entre « professionnels » et « spontanés », entre stratégie partisane et mouvement social. La troisième question touche le corpus théorique et doctrinal avec, au centre, le communisme comme pensée, mouvement et projet, que, sous diverses appellations, il s'agit d'insérer dans la mondialisation, de relier aux populations « souffrantes », dont la multiplicité trouve son unité et sa cohérence sous le concept de « multitude ».

## **Le parti de militants et ses possibles mutations**

---

p. 241-256.

<sup>3</sup> Die Linke et son leader Oskar Lafontaine (dissident du parti démocrate allemand) représentent un modèle pour Jean-Luc Mélenchon en rupture de parti.

Depuis les années 1990, la perte d'attractivité et de crédibilité du système « parti » – réformiste ou révolutionnaire – a favorisé un transfert de l'engagement politique vers des actions plus individuelles, plus spontanées, mobiles, spécialisées, fortement « contre » et axées sur les effets immédiats. Pour tirer profit de ce formidable vivier de militants, une partie de la gauche radicale affirme qu'il ne lui suffit plus de soutenir les causes « anti » ou « alter » ou d'être à la tête de leurs manifestations ; il lui faut désormais glisser de « l'autre côté ».

C'est le cas des communistes italiens de Rifondazione Comunista, qui appellent depuis peu à la création d'un mouvement anticapitaliste à la mode Besancenot, au moment où les Britanniques du SWP sont amenés à reconnaître qu'ils ont échoué sur ce terrain. En 2004, après de réelles déconvenues électorales et leur mise au ban par la mouvance « alter », le SWP a décidé de jouer sur deux tableaux : se maintenir comme parti de militants et s'insérer dans la logique du réseau. Alex Callinicos<sup>4</sup> explique ce tournant par le paradoxe suivant : d'un côté, un profit électoral faible pour les gauches radicales, malgré les exactions du système néolibéral mondial ; de l'autre, l'émergence d'une mouvance mondiale anticapitaliste spontanée depuis 1999. L'ambiguïté de cette situation aurait poussé son parti à se rapprocher du groupe Respect, fondé en janvier 2004 à la faveur du mouvement anti-guerre, porté par divers éléments d'extrême gauche et par certains groupes musulmans. En rejoignant cette plate-forme militante, le SWP affirmait vouloir participer à la création d'un front unique d'un genre nouveau, à une « organisation fédérative » ouverte à des individus et à des organisations autonomes, sur la base d'un programme minimal – anti-guerre, antisexiste, antiraciste et anticapitaliste –, qui s'expliquait par le fait que chaque groupe restait « prisonnier de son histoire ». L'expérience prit fin en novembre 2007, lors d'un conflit entre les militants du SWP et les divers alliés de l'ancien député travailliste George Galloway, soutenu par le cinéaste Ken Loach. En fait, tout est parti de l'accusation d'hégémonie envers le SWP, alors que ce dernier reprochait à ses rivaux de vouloir transformer la mouvance en parti électoraliste. De cette scission est né Respect Renewal, avec des communistes, des travaillistes de gauche et des écologistes, mais sans le SWP.

Après l'obtention de 4,08 % des voix à l'élection présidentielle française et des tentatives avortées de rapprochement entre le Parti communiste français (PCF), certains Verts et des personnalités comme José Bové, la LCR a opté pour une stratégie différente de celle du SWP. Il ne s'agit plus de coopérer avec les « contre », mais de créer un autre type d'organisation, d'abandonner la forme « parti ouvrier », plus encore « la matrice trotskiste ». Les plus jeunes – un quart des militants ont moins de 30 ans et la moitié moins de 40 ans – se reconnaissent dans cette démarche, car ils sont moins ancrés dans la doctrine que les anciens. Ils sont suivis par des intellectuels non encartés, comme le philosophe Michel Onfray ou l'ancienne adjointe du maire de Paris Clémentine Autain<sup>5</sup>. Forte de cette dynamique, une majorité des membres du Bureau politique a poussé à la création d'un « parti processus », d'un « laboratoire », dont la vocation serait de « regrouper les anticapitalistes, les révolutionnaires, les écologistes radicaux, les féministes, ceux qui refusent les discriminations systématiques qui affectent les populations issues de l'immigration, les antilibéraux, les

---

<sup>4</sup>. Il est membre dirigeant du Socialist Workers Party (SWP) britannique et de la Tendence socialiste internationale (International Socialist Tendency, IST).

<sup>5</sup> L'adhésion de cette dernière vient d'être rejetée pour son comportement carriériste.

altermondialistes, des militants communistes et socialistes, des animateurs d'expériences alternatives locales, mais aussi les "héros du quotidien", celles et ceux qui ne sont plus représentés<sup>6</sup> ».

Lors du forum de lancement du projet NPA, en juin 2008, face à un public à 40 % étranger à la LCR, Alain Krivine, figure historique du mouvement, jubilait tout en reconnaissant la difficulté : « Va falloir faire prendre la mayonnaise. » Il sait que les acteurs de la mouvance « alter » ou « anti » sont multiformes et instables. Leur demande de justice sociale, d'une politique planétaire plus humaine, ne relève pas systématiquement de la logique révolutionnaire, encore moins communiste. Aussi, la priorité est de ratisser large pour recueillir le meilleur de cette force globale de refus, voire de destruction, ce qui explique le numéro d'équilibrisme des gauches radicales engagées dans cette opération de séduction.

### **L'idée de révolution et ses acteurs**

Dans le cadre des démocraties parlementaires, le but des gauches radicales n'est pas la participation au gouvernement dans le cadre d'une alternance, mais la destruction du système en place, d'où le débat sur les moyens de la rupture et ses acteurs.

Des orthodoxes, comme Alain Badiou ou Slavoj Žižek<sup>7</sup>, sont restés dans la logique de la guerre révolutionnaire théorisée par Lénine puis Mao : « Même si nous n'aimons pas la guerre, nous n'en avons pas peur<sup>8</sup>. » De ce point de vue, la révolution est présentée comme obligatoirement dure, brutale, destructrice, opposant les deux grandes classes que sont « les riches bénéficiaires du trafic mondial et la masse énorme des exclus<sup>9</sup> ». Pour ceux-ci, la victoire relève donc obligatoirement d'un ordre idéologique et d'un ordre organisationnel – ici une doctrine et des militants conscients de l'issue de leur engagement –, d'où leur refus de l'« acteur multiforme » ou de la « multitude » comme moteur principal du changement.

En revanche, pour de nombreux théoriciens néocommunistes, comme le philosophe italien Antonio Negri, la « multitude<sup>10</sup> » est le nouveau sujet révolutionnaire, la grande armée des « souffrants » qui regroupe « L'homme qui rassemble ses loques misérables après une nuit glacée passée dehors. Le camarade blanchi sous le harnais qui sort chaque matin de prison et que la dureté de l'enfermement n'a pas encore réussi à faire plier. Le chômeur à la recherche d'un salaire. L'immigré clandestin qui se massacre de travail pour trois francs six sous. Le malade qui se dirige en souffrant vers l'hôpital. Le drogué qui sort détruit par sa dernière dose. Tous les pauvres, tous les désespérés en somme<sup>11</sup>... » Pour autant, l'action de la multitude ne relèverait en rien de la spontanéité, mais tiendrait de la nécessité et de l'inéluctable, car l'Empire<sup>12</sup> – nom donné par Antonio Negri au système capitaliste

6. P. Corcuff (militant de la LCR), P.-F. Grond et A. Leclerc (membres du bureau politique de la LCR), « Gauche radicale, chiche ! », *Le Monde*, 7 juin 2008 (« Réponse de la LCR aux questions sur le "nouveau parti anticapitaliste" »).

7. S. Žižek, *La parallaxe*, Paris, Fayard, coll. « Ouvertures », 2008.

8. Mao Zedong cité par A. Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ? Circonstances*, 4, Paris, Lignes, 2007, p. 20.

9. *Id.*, *ibid.*, p. 75.

10. A. Negri et M. Hardt, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

11. A. Negri, *Essaim*, pièce de théâtre jouée à Paris au Théâtre national de la Colline, mai 2005.

12. A. Negri et M. Hardt, *Empire*, Paris, Exils, coll. « Essais », 2000.

mondialisé – porterait en lui cette « nouvelle race de barbares », à la fois élément de sa disparition et solution de rechange. Si la mission de la multitude est destructrice, elle est aussi rédemptrice, car par les souffrances du pauvre, un jour, nous serons tous sauvés : « Le pauvre est presque toujours considéré comme doué d'une capacité prophétique : non seulement le pauvre est dans le monde, mais il est la possibilité même du monde. Seul le pauvre vit radicalement l'existence actuellement présente, en privation et en souffrance, de sorte que le pauvre a la capacité de renouveler l'être<sup>13</sup>. » Sauvés ! Mais après avoir payé douloureusement nos fautes : « Qui pourrait, avec une avarice stoïque, refuser le bonheur simplement parce que sa fleur est pleine d'épines ? Ou refuser le communisme parce que le chemin qui y porte passe à travers Béhémoth et Léviathan<sup>14</sup> ? »

Sur cette ligne doctrinale on retrouve le Bolivien Álvaro García Linera<sup>15</sup>, qui voit en la multitude – « association d'associations de diverses classes et identités sociales sans une hégémonie unique en son sein » – une force de transformation radicale sans qu'elle soit un « tourbillon de désorganisés »<sup>16</sup>. Communiste, il affirme vouloir mener de concert les luttes engagées sous la « forme-syndicat » – fortement affaiblies car liées au mouvement ouvrier –, sous la « forme-communauté » – principalement ethniques – et sous la « forme-multitude », qui regroupent les « souffrants » et donc favorisent la rencontre entre « égaux ». Mais il reconnaît que les militants aguerris – les vieux communistes – sont trop pressés dans leur schéma déconstruction-reconstruction, alors que le temps serait encore à l'organisation et à l'éducation des nouvelles troupes.

De la même manière, avec son projet de NPA, la LCR hiérarchise les priorités. Il lui faut d'abord convaincre une population sans bagage politique de fonctionner de concert, tout en l'amenant « vers la perspective révolutionnaire »<sup>17</sup>, la rupture avec le capitalisme et le réformisme : « Il n'y a plus des révolutionnaires face à des réformistes, mais des révolutionnaires face à des gestionnaires du système. Il n'y a plus de place pour les réformistes<sup>18</sup>. » Le succès de la première phase de regroupement des « contre » et des « anti » repose donc en grande partie sur les épaules du « tribun populaire » – ici Besancenot – dont le rôle est de dénoncer les privilèges et le « mur de l'argent », mais aussi, selon Daniel Bensaid, intellectuel attitré de la LCR, d'attiser « les braises de la subversion dans tous les domaines de la société ».

---

<sup>13</sup>. A. Negri, *Job, la force de l'esclave*, Paris, Bayard, 2002.

<sup>14</sup>. *Id.*, *ibid.*, p. 177.

<sup>15</sup>. Álvaro García Linera est vice-président d'Evo Morales, chef du gouvernement de Bolivie depuis janvier 2006. Sociologue, il a mêlé marxisme et indianisme dans le sillage du théoricien et dirigeant communiste péruvien José Carlos Mariátegui. Il fut un acteur essentiel des divers mouvements de guérillas paysannes et indigènes, ce qu'il paya par cinq ans d'emprisonnement entre 1992 et 1997.

<sup>16</sup>. A. García Linera, *Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie dans la Bolivie contemporaine*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008.

<sup>17</sup>. F. Sabado (membre du Bureau politique de la LCR), site Mouvements, juin 2008.

<sup>18</sup>. O. Besancenot, « L'extrême gauche ne devrait pas être une réserve d'Indiens », interview de Marlène Benquet, *Mediapart*, 22 mai 2008. Disponible sur : <http://www.mediapart.fr/club/blog/marlene-benquet/220508/olivier-besancenot-l-extreme-gauche-ne-devrait-pas-etre-une-reserve>.

Dans un essai écrit avec l'universitaire Michael Löwy<sup>19</sup>, Olivier Besancenot présente la révolution comme une tâche ininterrompue de libération pour « créer l'homme nouveau ». S'il se réfère aux actions et pensées d'un Malcolm X<sup>20</sup> ou d'un Frantz Fanon<sup>21</sup>, c'est bien le Che qui aurait tracé la voie, car il a su « canaliser l'énergie rédemptrice susceptible de libérer chaque opprimé et chaque exploité en s'appuyant sur toute la gamme des sentiments et des ressentiments humains. Une gamme qui va de l'amour à la haine<sup>22</sup> ». Entre la lutte des « potes » et l'aventure des guérilleros, Besancenot dessine la figure du nouveau sujet révolutionnaire, un être irréprochable dans sa vie et dans son engagement, prêt au sacrifice ultime au moment opportun, rappelant que le degré de violence des uns est toujours proportionné au degré de résistance des forces réactionnaires. Il fait donc la distinction entre la dynamique de destruction contenue dans la colère des « sans » et celle du révolutionnaire professionnel, celui qui tire le parti vers l'avant, qui rappelle le but à atteindre, ici la société communiste, située à mi-chemin entre doctrine et utopie.

### **Théorie, doctrine et utopie**

En 2003, Daniel Bensaid rappelait aux siens qu'ils avaient le devoir de recommencer, de reconstituer un pôle radical d'opposition au capitalisme, plus encore de retravailler le corpus théorique et doctrinal communiste à l'aune des expériences présentes et passées. Mais comment absorber les « anti » et les « contre », sachant qu'ils ne sont liés à aucune doctrine, hormis à des théories éclatées sur la décroissance, la discrimination, l'écologie, la pauvreté, la paix, etc. Un élément fédérateur existe pourtant : la dénonciation de l'argent comme outil de domination, d'exploitation, de corruption et d'exclusion.

Rappelons que le noyau dur de la doctrine communiste, marxiste et prémarxiste, est la désignation de l'enrichissement individuel comme la cause du mal suprême, avec pour solution la destruction de tout ce qui permet ou favorise l'accumulation personnelle<sup>23</sup>. Ce point représente aujourd'hui l'axe d'un « néocommunisme » accepté par les uns, refusé par les autres.

Parmi ceux qui résistent, Alain Badiou, pour qui « l'hypothèse communiste » reste la meilleure pour contrer « l'économie de marché et la démocratie parlementaire<sup>24</sup> ». Mais l'introduction d'une nouvelle séquence de l'hypothèse communiste – la troisième – n'impliquerait en rien la rupture avec les deux séquences antérieures, celles du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Pour réinstaller « l'hypothèse dans le champ idéologique et militant », Badiou appelle à l'unicité du pôle organisationnel et doctrinal, car – citation de Mao à l'appui – « sans mouvement communiste, pas de communisme ». Face à l'ennemi mondialisé, ce pôle

<sup>19</sup>. O. Besancenot et M. Löwy, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Paris, Mille et une nuits, coll. « Essais », 2007.

<sup>20</sup>. Prêcher musulman afro-américain né en 1925, assassiné en 1965, il a soutenu le mouvement pour la fierté noire (Black Pride).

<sup>21</sup>. Psychiatre et essayiste français (1925-1965), il fut l'un des fondateurs du mouvement de pensée tiers-mondiste et anticolonialiste.

<sup>22</sup>. *Id.*, *ibid.*, p. 66.

<sup>23</sup>. Voir Y. Dilas-Rocherieux, « L'éternel communiste », in S. Courtois, (dir.), *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, coll. « À présent », 2007, p. 22-28.

<sup>24</sup>. A. Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ? Circonstances*, 4, *op. cit.*, p. 130.

serait non pas la multitude, mais l'ouvrier et son parti. Par *ouvrier*, il entend « tout ce qui peut se soustraire, sous une forme organisée, à l'hégémonie réalisée du capital financier et de ses servants ». Ainsi le communisme redeviendrait à la fois le mouvement inéluctable de déconstruction du capitalisme sous la poussée de ses contradictions matérielles et humaines, le processus de destruction « des restes du vieux monde » une fois le pouvoir conquis et de construction d'une société ayant éliminé « l'inégalité des richesses », « la division du travail », « toute différence entre le travail manuel et le travail intellectuel », « entre la ville et la campagne »<sup>25</sup>.

Sur l'autre versant de la doctrine, Antonio Negri veut rapprocher les anciens et les nouveaux en les amenant à reconnaître le caractère « progressiste » du néolibéralisme mondial, qui, en détruisant l'État-nation, en créant l'Empire, état suprême de domination, organiserait sa propre fin. En associant la thèse marxiste de l'aliénation du prolétariat par le capital à celle de Foucault et de Deleuze sur la dimension biopolitique d'un contrôle mondial total sur les corps et les consciences, Negri s'est attaché à décrypter un hypothétique processus d'autodestruction du capitalisme mondialisé – une thèse renforcée par la crise financière mondiale. Mais si l'explication théorique est, pour lui, indispensable à tout engagement « contre », celui-ci ne pourrait aboutir que si la multitude est reconnue comme sujet révolutionnaire et comme garante de la victoire d'un communisme de liberté. L'explication tient dans le fait que la multitude serait la seule à concilier le « commun » – partage de la souffrance et volonté de la dépasser, au niveau de la planète – et la « singularité », puisque ses actions sont intrinsèquement liées à sa diversité culturelle, ethnique et expérimentale. Comprendre, accompagner, soutenir le mouvement pour arriver au but ultime, telles sont, pour Negri, « l'irrépressible clarté et l'irrépressible joie d'être communiste »<sup>26</sup>.

Avec le projet de NPA, Olivier Besancenot veut ménager la chèvre et le chou : ceux qui s'inquiètent d'une possible dérive de l'opération de séduction envers des populations néophytes d'un point de vue doctrinal<sup>27</sup>, souvent attirées par l'autre versant de l'anticapitalisme de gauche<sup>28</sup>, les anarchistes et les autonomes. Mais aussi ceux qui ont sauté le pas, comme le philosophe Michael Löwy et le sociologue Philippe Corcuff, qui veulent concilier utopie libertaire et marxisme, en préférant à Lénine ou à Trotski des penseurs comme Walter Benjamin et Rosa Luxemburg.

C'est pourquoi, sans regard pour la doctrine, Olivier Besancenot s'est polarisé sur trois points : l'*émotion*, avec la dénonciation de l'argent roi (« Pas un sou ne doit sortir de notre poche : c'est aux capitalistes de payer la crise de leur système »<sup>29</sup>) ; l'*activisme*, visible sur tous les terrains et dans toutes les manifestations, où doivent flotter les drapeaux de la LCR ; l'*utopie*, avec l'instrumentalisation d'un monde d'égalité porté par la vieille formule communiste « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », un monde où

<sup>25</sup>. *Id, ibid.*, p. 131.

<sup>26</sup>. A. Negri et M. Hardt, *Empire, op. cit.*, p. 496.

<sup>27</sup>. En accord avec Lénine et son célèbre essai de 1920, *La Maladie infantile du communisme (le gauchisme)*.

<sup>28</sup>. Il ne faut pas oublier qu'il existe un anticapitalisme d'extrême droite. Le philosophe Alain de Benoist est l'un des représentants de ce courant de pensée avec son dernier essai : *Demain, la décroissance ! Penser l'écologie jusqu'au bout*, Paris, E/dite, 2007.

<sup>29</sup>. O. Besancenot, « Aux capitalistes de payer leur crise », *Rouge*, 8 octobre 2008.

l'argent a disparu avec la généralisation du « principe de gratuité, qui n'existe que partiellement dans les prestations des services publics, la société peut restreindre le rôle de l'argent à sa plus simple expression – l'argent de poche en somme ».

À la disparition de la sphère économique de domination s'ajouterait celle de l'État, remplacé par la planification et l'autogestion : « Pour se protéger du diktat du marché et combattre le gaspillage qui en découle, la population peut programmer, c'est-à-dire planifier, la fabrication des biens, des richesses et des services afin de satisfaire le bien-être de chacun, au plus près des besoins réels. Car il n'y a pas mieux placé que le peuple lui-même pour estimer ses propres exigences et savoir pourquoi, comment et avec qui il faut produire. Les résidents, dans les quartiers, sont mieux habilités que quiconque pour savoir le type de logements, de transports, de voiries ou d'espaces publics dont ils ont besoin. Dans les villes, les habitants sont les plus à même de connaître le nombre d'écoles, d'hôpitaux ou d'entreprises qui leur sont nécessaires. Et, dans les entreprises, les salariés peuvent, sans être parasités par la hiérarchie, satisfaire les commandes que la société réclame. Enfin, à l'échelle d'une région, d'un pays – demain d'un continent et de la planète –, il revient à la population de contrôler les richesses<sup>30</sup>. »

Une faille pourtant dans la volonté révolutionnaire de ces « anticapitalistes » : aucun d'entre eux n'appelle les petits épargnants à retirer leurs économies des banques pour amener le système à basculer de l'autre côté et, ainsi, à s'emparer du pouvoir.

---

<sup>30</sup>. O. Besancenot et M. Löwy, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, op. cit., p. 194.